

4 International

Bettino Craxi, une réhabilitation débattue

ITALIE L'ancien président du Conseil italien mourait il y a 20 ans. Les commémorations et un film d'auteur ont ouvert un vif débat sur la réhabilitation du leader socialiste

ANTONINO GALOFARO, ROME
@ToniGalofaro

Une exposition photographique dans la médina d'Hammamet, samedi matin. Une cérémonie dans le cimetière catholique de la cité tunisienne le lendemain. Les commémorations des 20 ans de la mort de l'ancien premier ministre Bettino Craxi se déroulent à distance de sécurité de son pays d'origine et des polémiques resurgies. L'Italie se demande aujourd'hui s'il faut réhabiliter le nom d'un premier ministre condamné suite à l'opération «Mani pulite», une série d'enquêtes ayant balayé la classe politique au début des années 1990 et mis un terme à la première République.

«Rétablir la vérité»

Le débat n'a pas atteint la rive sud de la mer Méditerranée, où l'ancien secrétaire du Parti socialiste s'était réfugié en 1994 avant deux condamnations pour corruption et financement illégal de parti. Il «n'a pas besoin de réhabilitation», tranche d'emblée sa fille Stefania, récusant un terme qu'elle considère comme «staliniste». Sénatrice dans les rangs de Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, ami du leader de gauche, elle répond au *Temps* depuis la résidence familiale tunisienne. Elle était sur place mercredi déjà pour préparer ce 20e anniversaire.

Un film «pas assez critique»

Pour l'ancienne sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de 2008 jusqu'à la chute du gouvernement Berlusconi en 2011, les faits sont en réalité simples et clairs. Son père a été «victime d'une agression politico-médiatique, comme l'ont été les principaux partis» d'alors, assène-t-elle. «Il s'agit aujourd'hui de rétablir la vérité» autour de «l'un des plus grands hommes d'Etat de la première République», ajoute-t-elle. Et je crois que la majeure partie des Italiens est disposée à rendre



La question de la réhabilitation est posée par la sortie au cinéma, début janvier, du dernier film de Gianni Amelio, «Hammamet», relatant les derniers mois d'un Bettino Craxi plein de rage et de rancœur. (CLAUDIO IANNONE)

ses mérites à Bettino Craxi, afin qu'il retrouve sa juste place dans l'histoire.»

La question de la réhabilitation est posée par l'anniversaire et, surtout, par la sortie au cinéma, début janvier, du dernier film de Gianni Amelio, *Hammamet*, relatant les derniers mois d'un Bettino Craxi plein de rage et de rancœur. Le film est pointé du doigt pour son manque de critique et pour le choix d'un point de vue unique, celui du politicien en fin de vie. Le quotidien *Il Fatto Quotidiano* est le plus engagé. En octobre déjà, il craignait que Gianni Amelio ne fasse du leader socialiste un «martyr» et que le film «n'épouse les thèses anti-Mani Pulite». «Un président du Conseil et secrétaire d'un parti

fuyant à l'étranger pour se soustraire aux sentences de son pays ne s'est jamais vu en Europe, s'emportait encore début janvier Marco Travaglio, le directeur de la rédaction du journal. Je ne sais pas ce qu'il y a à réhabiliter.» Le réalisateur s'en est alors violemment pris au média lors de la conférence de presse de présentation de l'œuvre, le 8 janvier, arguant qu'il n'a voulu faire un film «ni politique ni militant». Le passage du format 16/9 au 4/3 lors des répliques au contenu politique fait office de «guillemets», se défend-il encore. Le réalisateur ne veut ainsi pas être tenu pour responsable des faits et pensées de Bettino Craxi, interprété par l'acteur à succès Pierfrancesco Favino.

Le comédien du film *Le Traitre*, en compétition au Festival de Cannes l'an dernier, coupe court au débat en admettant être «une chèvre» en politique. Mais il avoue avoir ressenti une certaine nos-

Pour sa fille, Bettino Craxi a été «victime d'une agression politico-médiatique, comme l'ont été les principaux partis d'alors»

talgie pour les figures politiques de la première République, qui utilisaient par exemple «plutôt le «nous» que le «je» d'aujourd'hui.» Luigi Curini, professeur de sciences politiques à l'Université de Milan, confirme observer «une nostalgie pour cette période» au sein de la société italienne: «Ces politiciens n'étaient pas des parvenus, détaille-t-il. Ils émergèrent au sein de partis structurés et implantés sur le territoire. Ils avaient plus de compétences et étaient mieux formés que les politiques d'aujourd'hui.» Le politologue fait référence au Mouvement 5 étoiles, la formation antisystème aujourd'hui au pouvoir ayant toujours fait campagne sur l'honnêteté de ses militants et contre la corruption des autres

partis, notamment les héritiers de la vieille politique.

Un autre aspect alimentant cette nostalgie est la condition même des Italiens: «L'économie se portait mieux qu'aujourd'hui, souligne encore le politologue, l'Italie d'alors était compétitive et pesait davantage sur la scène internationale.» Ainsi, la réapparition dans le débat public de Bettino Craxi rappelle aux citoyens cette période révolue. Cette figure typique de la première République, condamnée sur la supposition «qu'il ne pouvait pas ne pas savoir» bien qu'ayant admis les financements politiques illégaux, continuera de hanter son pays natal. Comme à Milan, où l'attribution de son nom à une rue est en cours de débat. ■

Idlib, noyée sous les bombes

SYRIE Les villes sont rasées les unes après les autres par les bombardements russes et syriens, les réfugiés se comptent par centaines de milliers: la Turquie semble près de déclarer forfait

LUIS LEMA
@luislema

Khan Cheikhoun, 52 000 habitants avant la guerre? La ville est presque entièrement rasée, transformée maintenant en un amas

de ruines. Maarat al-Numan, environ 80 000 habitants (dont 20 000 réfugiés qui avaient fui d'autres combats)? En miettes, elle aussi, alors que l'armée syrienne n'y est même pas encore entrée. Ariha, encore, et les 40 000 personnes qui s'y trouvent? Soumise à des bombardements russes et syriens incessants, elle est en train de suivre le même chemin. Le sort d'Idlib, du nom de cette région du nord-ouest de la Syrie qui échappe encore au contrôle de Damas, est

en voie d'être «régulé», dans le sang, dans la honte, et dans la quasi-indifférence générale.

Sortant un peu de son silence, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, évoquait un bilan de 1506 civils tués, dont 433 enfants, depuis le printemps dernier. Ces victimes comprennent aussi 75 civils tués dans les zones contrôlées par les forces loyales au gouvernement de Damas, c'est-à-dire 5 % du total, prenait soin de préciser la

haut-commissaire. La responsable de l'ONU rappelait dans un communiqué l'une des dernières tueries en date: c'était jeudi, jour du marché aux légumes. Les bombes se sont abattues sur les étals, tuant au moins 15 personnes et en blessant une soixantaine. Auparavant, c'étaient les écoles, les maisons, les lieux de travail qui avaient été visés dans cette «violence insensée».

Une aggravation encore possible

Malgré un prétendu cessez-le-feu annoncé par la Russie il y a une semaine, la situation donne tous les signes de vouloir encore s'aggraver. Vendredi, les forces russes et l'armée syrienne semblaient ainsi déterminées à ouvrir un nouveau front plus au nord, aux abords de la ville d'Alep. Pris en tenaille, voyant se réduire encore davantage leurs chances de survie, des milliers de Syriens supplémentaires sont allés rejoindre les quelque 300 000 fuyards qui s'entassaient déjà dans des camps surpeuplés à la frontière de la Turquie.

Officiellement, cette région est toujours qualifiée de «zone de désescalade» dans le jargon cynique qui accompagne depuis

des années la guerre syrienne. Le pire est donc encore à redouter, à mesure que s'approche la future «escalade».

Le pouvoir de Damas n'a jamais fait mystère de sa volonté de reconquérir militairement Idlib, où sont désormais regroupés 3 millions de Syriens et où se concentrent quelque 30 000 combattants appartenant à divers groupes djihadistes ainsi qu'à ce qui reste de l'Armée syrienne libre. Mais derrière cette volonté de reconquête se cache aussi une sorte de guerre indirecte entre la Turquie et la Russie. «Les derniers développements à Idlib sont fâcheux», estimait vendredi le président turc, Recep Tayyip Erdogan, en promettant d'en débattre avec son alter ego russe Vladimir Poutine.

«Fâcheux», en effet. Ne serait-ce qu'en raison du fait que, ces dernières semaines, un deuxième théâtre de guerre est venu se superposer à la Syrie. La Turquie a en effet décidé de déployer en Libye plusieurs centaines de combattants de la rébellion syrienne, transformés en purs mercenaires. En Syrie, la Turquie dispose d'une douzaine d'avant-postes militaires, dont au moins

un est aujourd'hui assiégé. Or elle ne semble pas loin de déclarer forfait, au risque d'offrir en pâture la population d'Idlib.

Un renouement turco-syrien

Cette semaine, pour la première fois depuis des années, Ankara a accepté de renouer avec les responsables de la Syrie de Bachar el-Assad, avec laquelle les relations sont coupées depuis 2012. Ainsi, sous les bons auspices de la Russie, les chefs des services secrets des deux pays se sont rencontrés, faisant exulter la presse officielle syrienne: «La Turquie est en chemin pour reconnaître pleinement la souveraineté de la République arabe syrienne», triomphait l'agence Sana, en prédisant que cette rencontre annonçait la «libération» d'Idlib et le retour de la région sous l'autorité de l'Etat.

Cité par la presse turque, Alan Makovsky, un officier américain naguère chargé de la Turquie au Département d'Etat, partageait cette opinion: «La Russie est désormais le seul arbitre en Syrie, et la Turquie n'a pratiquement plus de marge de manœuvre. Cette rencontre est, sans doute, le premier pas d'un retrait militaire turc de Syrie.» ■

PUBLICITÉ

SÛR COMME UNE BANQUE!



Le coffre-fort imbraquable.

www.coffrefort.ch
WALDIS

■ La meilleure protection pour vos objets de valeur. Coffres-forts WALDIS - la banque à domicile. Jusqu'à 30 ans de garantie contre les effractions! Une qualité inégalée Made in Switzerland. Profitez de conseils personnalisés. ■

